

Les Français ont choisi : ils veulent du bio...mais connaissent-ils vraiment les conséquences ?



Comment nourrir demain le monde alors que l'humanité continue de s'accroître, qu'elle s'urbanise et s'enrichit, et qu'il faut protéger la planète ? Les agriculteurs tiennent notre avenir entre leurs mains. Mais en France, ils souffrent de leurs conditions de travail, comme des critiques qu'ils subissent. Beaucoup se découragent. Nous risquons de perdre notre richesse agricole. Extrait de "Plaidoyer pour nos agriculteurs" de Sylvie Brunel aux Editions Buchet-Chastel (2/2).

Avec Sylvie
Brunel

En France, l'opinion publique a choisi : elle veut majoritairement du bio. Pourtant, au-delà des querelles idéologiques et des combats militants, connaît-elle réellement les termes du débat ? Au cœur des controverses, figurent deux questions essentielles : la qualité de notre alimentation et celle de notre environnement.

La qualité de notre alimentation déchaîne les peurs et les passions, au point que la moindre tromperie, même sans conséquences sanitaires, comme en 2013 l'affaire des lasagnes à la viande non de bœuf mais de cheval, prend des proportions colossales. La peur de l'empoisonnement – qui reste une réalité encore dans les pays pauvres – figure toujours au cœur de l'inconscient collectif. Le consommateur a un besoin impératif de transparence et de traçabilité.

Pourtant, notre alimentation n'a jamais été aussi saine, ce qui nous permet d'atteindre en France une espérance de vie record de plus de quatre-vingt-deux ans. Même si les dernières années de la vie sont souvent entachées de nombreuses maladies, liées essentiellement au vieillissement, jamais, dans l'histoire de l'humanité, nous n'avons vécu aussi longtemps en bonne santé. Il faut se souvenir qu'au début des années 1960, il y avait chaque année en France 4 000 morts par intoxication alimentaire et que l'incidence du cancer de l'estomac, devenu très rare aujourd'hui, était très élevée. En Europe, le dernier grand scandale sanitaire meurtrier remonte à l'été 2011. Imputé à tort à des « concombres tueurs » espagnols, il était dû en réalité à des graines germées de haricots, originaires d'une ferme bio en Allemagne, contaminées par la redoutable bactérie *Escherichia coli*. Cinquante morts, des milliers d'hospitalisations dans toute l'Europe... Un drame humain qui est resté pourtant relativement peu commenté.

Le bio a une obligation de moyens (réduire au maximum l'utilisation de produits chimiques de synthèse), pas de résultats. Contrairement à l'agriculture conventionnelle, qui subit des contrôles drastiques à tous les stades de la production, il se déploie dans un certain flou sanitaire, particulièrement quand il est artisanal, car les labels qui le conditionnent s'attachent d'abord au respect d'un mode de production. Selon l'Académie d'agriculture, le risque de contamination bactérienne, fongique ou parasitaire est donc plus élevé.

Au bilan, les différentes études scientifiques réalisées par des laboratoires indépendants aboutissent au fait que se nourrir bio n'est pas meilleur pour la santé : ni les qualités organoleptiques ni la teneur en vitamines des produits ne sont supérieurs. Ils se conservent moins, ce qui occasionne un énorme gaspillage. Alors pourquoi privilégier le bio, malgré son coût ? Parce que le consommateur

redoute de trouver des produits chimiques dans son alimentation, même en quantité infinitésimale, soupçonnant des « effets cocktails » préjudiciables à sa santé, malgré des normes de sécurité sanitaire qui sont en Europe parmi les plus exigeantes du monde.

Les intoxications alimentaires sont bien plus fréquentes en Amérique du Nord, obligeant par exemple les industriels à désinfecter les viandes au chlore ou à traiter les pommes cirées à la morpholine, un fongicide anticorrosion.

À l'inverse de l'agriculture conventionnelle, l'agriculture bio utilise effectivement peu de produits chimiques, dont les abus ont été préjudiciables aux campagnes françaises, polluant les sols et les cours d'eau. Mais les substances dites « naturelles » qu'elle emploie, cuivre, soufre, pyrèthre, etc., ne sont pas pour autant anodines. Certains produits comme la roténone ou l'huile de neem, employés à l'étranger, sont interdits en France en raison de leur toxicité. Et comme les traitements sont plus rapidement lessivés, les agriculteurs bio sont souvent obligés d'en augmenter la fréquence. Alors que les molécules chimiques modernes sont ciblées et doivent être employées de façon sélective, en quantités de plus en plus réduites, les produits employés en bio ont souvent un spectre d'action très large, qui pose la question de leur innocuité pour la nature. Quant au désherbage mécanique à l'eau bouillante que certaines mairies ont adopté pour ne plus utiliser de substances de synthèse, il détruit sans pitié toutes les petites bêtes, mobilise beaucoup de carburant et envoie dans l'atmosphère des quantités significatives de gaz à effet de serre. Il faut donc trouver des solutions qui concilient durabilité et sécurité, autant pour les utilisateurs, que pour les consommateurs et l'environnement.

Préconiser la généralisation du bio, c'est méconnaître à la fois les exigences alimentaires d'un monde de plus en plus urbain et les difficultés de produire sans risques, face aux ravageurs, aux maladies cryptogamiques, aux adventices. Tant qu'une grande majorité de l'agriculture reste conventionnelle, les isolats agricoles biologiques (5 % seulement de la SAU française) sont protégés par un environnement sécurisé. Les prédateurs sont largement éliminés par leurs voisins, exactement de la même façon que celui qui ne se vaccine pas chez nous est protégé par le fait que les autres le sont. Mais le changement climatique accroît aujourd'hui la pression parasitaire, ce qui pose de réels problèmes aux exploitants agricoles, qu'ils soient bio ou non. De nombreuses molécules, jugées préjudiciables à l'environnement, ont été interdites au cours des vingt dernières années et ils se retrouvent souvent confrontés à des impasses techniques.

Pourtant, pas un seul agriculteur aujourd'hui n'a envie d'utiliser des produits de traitement à mauvais escient : ils coûtent cher, demandent de la main-d'œuvre, suscitent des tensions avec le voisinage, puisque les exploitations se trouvent de plus en plus enclavées dans un tissu périurbain. Les agriculteurs bio et conventionnels travaillent donc de plus en plus ensemble pour trouver des solutions durables qui conviennent aux deux types d'agricultures. Souvent, l'agriculture biologique avance en éclaireur, elle teste de nouvelles méthodes, explore des pistes naturelles, comme les associations de plantes ou le recours aux insectes auxiliaires (ce que l'on appelle le biocontrôle » ou la « protection biologique intégrée »), qui peuvent se révéler très prometteuses... ou au contraire très risquées quand la récolte n'est pas au rendez-vous.

Pour avoir visité de nombreuses exploitations agricoles, de tous types, je peux l'attester : la transition écologique est partout à l'œuvre dans les campagnes. Il est fréquent d'ailleurs que les exploitations associent désormais des parties cultivées en bio et d'autres en agriculture conventionnelle raisonnée pour répondre aux attentes sociétales, explorer de nouvelles pistes, mais en sécurisant une partie de la récolte.

Extrait de "Plaidoyer pour nos agriculteurs" de Sylvie Brunel, chez [Buchet-Chastel](#)

□